



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/7/Add.6
29 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 118 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

Services de conférence à Vienne

Division des services administratifs et des services communs (Vienne)

Réexamen des fonctions et de l'appui administratif des départements auxquels ont été confiés des mandats intéressant les questions de développement social à l'échelle mondiale et propositions tendant à renforcer l'Office des Nations Unies à Vienne

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports ci-après du Secrétaire général qui ont été établis en application de la résolution 44/201 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1989 :

a) Services de conférence à Vienne (A/C.5/45/30);

b) Division des services administratifs et des services communs (Vienne) (A/C.5/45/32).

Le Comité consultatif était également saisi du rapport du Secrétaire général intitulé "Réexamen des fonctions et de l'appui administratif des départements auxquels ont été confiés des mandats intéressant les questions de développement social à l'échelle mondiale et propositions tendant à renforcer l'Office des Nations Unies à Vienne" (A/C.5/45/4). Au cours de l'examen de ces documents, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des informations complémentaires. Enfin, en novembre 1990, il a reçu par écrit des informations de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

A. Services de conférence à Vienne (A/C.5/45/30)

2. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale, dans sa résolution 44/201, a notamment "souscrit à l'opinion du Secrétaire général selon laquelle un service de conférence unique au Centre international de Vienne serait la solution idéale du point de vue de la rentabilité"; elle a également prié le Secrétaire général de mener rapidement à bien les consultations sur cette question avec les parties intéressées comme l'avait recommandé le Comité consultatif dans son rapport 1/. Le présent rapport du Secrétaire général a été établi comme suite à la proposition du Comité consultatif tendant à ce qu'un rapport soit présenté à l'Assemblée sur le résultat de ces consultations, au plus tard à la quarante-cinquième session.

3. Le Comité consultatif note au paragraphe 3 du rapport du Secrétaire général que, bien que les représentants du Secrétaire général aient tenu des consultations avec des représentants de l'ONUDI et de l'AIEA en avril et mai 1990, les échanges de vues n'ont débouché sur aucun accord concret. Le Comité note également que le Comité consultatif mixte pour les services de conférence au Centre international de Vienne, composé de représentants des trois organisations, "a repris ses réunions au début de mai 1990 et devrait présenter ses conclusions et recommandations aux directeurs généraux de l'Office [des Nations Unies à Vienne], de l'ONUDI et de l'AIEA dans le courant du premier trimestre de 1991".

4. A cet égard, le Comité note que :

"le Secrétaire général demeure fermement convaincu qu'au Centre international de Vienne, un service de conférence unique serait la solution idéale du point de vue de la rentabilité et que, vu son mandat qui l'amène à fournir une gamme complète de services à ses organes délibérants, l'ONU est la plus apte à assumer la responsabilité des services de conférence à fournir à toutes les organisations du Centre. A défaut, un service unifié géré à la fois par l'ONU, pour son propre compte, et par l'ONUDI, offrirait la plupart des avantages escomptés de la part d'un service des conférences intégralement unifié." (par. 22)

5. Les critères fixés par le Corps commun d'inspection pour la création de services communs, énoncés dans son rapport publié sous la cote A/39/520, sont récapitulés aux paragraphes 6 à 9 du rapport du Secrétaire général. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 10, ces critères ont été appliqués par le Comité consultatif mixte pour les services de conférence lors de son étude de 1987, dans laquelle le Comité a conclu qu'"en principe les services de conférence se prêtaient à une mise en commun", encore que les représentants de l'AIEA aient exprimé certaines réserves.

6. Les arrangements actuels relatifs aux services de conférence sont récapitulés au paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général. Le Comité consultatif note au paragraphe 13 que les arrangements actuellement en vigueur entre l'ONU et l'ONUDI pour les services de conférence, "adoptés au moment où l'ONUDI est devenue une institution spécialisée, étaient censés couvrir un bref laps de temps, en attendant que des dispositions plus durables puissent être convenues, à la lumière de

/...

l'expérience et compte tenu des besoins effectifs des organisations sises à Vienne, et que les arrangements administratifs et budgétaires nécessaires aient pu être mis en place". Le Secrétaire général poursuit en disant que tant l'ONUDI que l'ONU se sont déclarées satisfaites de façon générale de la qualité technique du fonctionnement des services communs. Toutefois, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 16 et comme le Comité consultatif l'a fait observer précédemment dans ses rapports sur le projet de budget-programme pour 1990-1991 2/, il s'est posé des "problèmes de contrôle et de coordination" liés au "maintien des arrangements transitoires ... selon lesquels les deux organisations se prêtent mutuellement des postes, ce qui les oblige l'une et l'autre à comptabiliser à ce titre des recettes et des dépenses" (A/C.5/45/30, par. 16).

7. Cela étant, le Secrétaire général, après avoir fait observer que tant l'ONUDI que l'ONU "seraient disposées à gérer les services de conférence en tant que service commun" (par. 14) recommande que "les deux services mixtes devraient maintenant fusionner en un service unique, qui desservirait à la fois l'ONU et l'ONUDI" (par. 15). De l'avis du Secrétaire général, la mise en place d'un tel service, outre les avantages de rentabilité et d'efficacité accrue, donnerait aux Etats Membres "un tableau clair du coût total des services de conférence et de sa répartition entre les organisations participantes". En outre, comme on l'a fait observer précédemment, "considérant les besoins relatifs des organisations en matière de services de conférence, il est anormal que l'ONU n'en soit pas responsable (dans le cadre d'un service unifié ou d'un service mixte) au Centre international de Vienne" (par. 17). Le Secrétaire général ajoute qu'un tel arrangement "laisserait aux organisations sises à Vienne, notamment à l'AIEA, la possibilité de se rattacher au service commun au cas où cette formule leur semblerait avantageuse" (par. 15).

8. A ce propos, le Comité consultatif rappelle que lors de sa visite au Centre international de Vienne en juin 1990, les représentants de l'AIEA lui ont fait savoir que l'Agence n'était pas favorable à la mise en place d'un service des conférences commun, et ce pour diverses raisons, y compris l'opinion que les économies d'échelle escomptées sont rarement réalisées et le fait que les mesures rigoureuses de contrôle des coûts actuellement appliquées par l'AIEA servent bien ses intérêts.

9. Le Comité consultatif souscrit à la proposition de fusionner les deux services mixtes de l'ONU et de l'ONUDI en un service unique, sans préjudice de la mise en place d'un service commun au cas où les trois parties intéressées parviendraient à un accord à ce sujet (voir plus haut par. 3).

10. Vu que l'ONU est l'utilisateur le plus important des services de conférence, et pour les raisons exposées aux paragraphes 18 à 21 du rapport du Secrétaire général, le Comité consultatif estime qu'il faudrait confier à l'ONU la gestion de tout service unifié ou commun susceptible d'être mis en place, avec remboursement de sa quote-part par l'autre participant (ou de leur quote-part par les autres participants). Le Comité consultatif prie par conséquent le Secrétaire général de poursuivre ses consultations avec l'ONUDI et l'AIEA en faisant clairement connaître sa position sur la gestion du service.

/...

11. Au paragraphe 23, le Secrétaire général propose que, si l'Assemblée générale souscrit à ses conclusions concernant la mise en place, soit d'un service des conférences commun au Centre international de Vienne, soit d'un service unifié ONU/ONUDI, l'un et l'autre étant gérés par l'ONU, "elle pourrait inviter les organes directeurs de l'ONUDI et de l'AIEA à envisager la création d'un service de conférence unifié au Centre international de Vienne, à partir de l'exercice biennal 1992-1993". Le Comité consultatif souscrit à cette approche ainsi qu'à la suggestion tendant à ce que le Secrétaire général formule à cette fin "des propositions concrètes et détaillées" qui seraient soumises au Comité consultatif à sa session de printemps de 1991 et ensuite aux organes directeurs de l'ONUDI et de l'AIEA. Compte tenu des observations qu'il a formulées plus haut, le Comité consultatif demande que ces propositions, en particulier, précisent clairement que la gestion du service serait confiée à l'ONU et donnent des détails adéquats sur la répartition des coûts, etc. Au cas où le Comité consultatif mixte pour les services de conférence à Vienne ne parviendrait à un accord (voir plus haut par. 3) ni en ce qui concerne un service commun ni en ce qui concerne un service unifié ONU/ONUDI, le Comité consultatif prie le Secrétaire général de lui présenter des propositions détaillées sur la mise en place d'un service séparé pour l'ONU.

B. Division des services administratifs et des services communs (Vienne) (A/C.5/45/32)

12. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale, dans sa résolution 44/201, a souscrit à l'opinion du Secrétaire général selon laquelle il faudrait consacrer, durant l'exercice biennal 1990-1991, une étude approfondie aux services de conférence communs à Vienne. Le Comité consultatif note au paragraphe 2 que le rapport du Secrétaire général est un rapport intérimaire ayant pour objet de mettre l'Assemblée au courant de l'évolution de la situation en 1990 et aussi de lui donner un aperçu des mesures à prendre "pour améliorer au mieux les arrangements administratifs au Centre international de Vienne".

13. On trouvera aux paragraphes 3 à 5 du rapport du Secrétaire général des informations générales concernant la mise en place de services communs au Centre international de Vienne. Ainsi qu'il est indiqué, "en organisant les services communs, on était parti du principe qu'il était préférable que certaines fonctions ne soient pas laissées au soin de chaque organisation séparément" (par. 5).

14. Le Comité consultatif note que "les fonctions dont chaque organisation pourrait rester responsable pour son propre compte n'étaient pas visées dans le Mémoire d'accord" (qui établissait le système de gestion des services communs) (par. 6); l'AIEA et l'ONUDI continuaient donc à assurer séparément ces fonctions. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 7, après la création de l'Office des Nations Unies à Vienne, l'ONUDI a continué à assurer, pour le compte de l'Office, tous les services financiers et d'administration du personnel, à l'exception de la certification des dépenses.

15. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 9, cet arrangement a été modifié lorsque l'ONUDI a acquis le statut d'institution spécialisée, et il a été décidé que "les fonctions non visées dans le Mémoire d'accord seraient confiées à des services mixtes ONU/ONUDI". Les arrangements relatifs à ces services mixtes, qui sont

/...

décrits au paragraphe 9, ont fait l'objet d'accords distincts entre l'ONU et l'ONUDI; à cet égard, le Comité consultatif note que "l'intégralité des dépenses de personnel afférentes aux services mixtes est inscrite au budget de l'organisation fournisseuse, que l'autre organisation rembourse en lui versant une somme forfaitaire convenue ou un montant fixé suivant une autre formule de partage des coûts. Les autres dépenses qu'entraînent ces services sont inscrites au budget de chacune des organisations en fonction de l'usage effectif ou estimatif qui est fait du service" (par. 9).

16. Le Comité consultatif note que deux équipes d'enquête ont été envoyées à Vienne au cours du premier semestre de 1990; ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 12, ces équipes "ont examiné la qualité du fonctionnement des services communs visés dans le Mémoire d'accord et celle des services mixtes régis par des accords entre l'ONU et l'ONUDI". Elles ont également "passé en revue les formules de partage des coûts concernant ces arrangements administratifs, et elles ont vérifié si, dans les services mixtes, les fonctions étaient judicieusement réparties entre l'ONUDI et l'ONUV".

17. Aux paragraphes 15 à 30 de son rapport, le Secrétaire général examine de façon relativement détaillée les conclusions auxquelles sont parvenues les équipes en ce qui concerne les services communs et les services mixtes. Au paragraphe 31, le Secrétaire général signale que "les études réalisées en 1990 ont mis en relief la nécessité de réexaminer et de modifier d'urgence les arrangements régissant la fourniture des services administratifs et des services communs à Vienne", notamment la répartition des tâches entrant dans le cadre des services communs et des services mixtes. Il signale également que les services feront l'objet d'une étude en vue de déterminer "la part exacte du coût de chaque service qui doit être prise en charge par chaque utilisateur" afin "de s'assurer que la répartition du coût des services est équitable, que l'évaluation des services rendus repose sur des données quantifiables et que la formule de remboursement est relativement simple et se prête facilement à un suivi" (par. 32).

18. Le Comité consultatif fait siennes toutes les conclusions susmentionnées et recommande que le Secrétaire général procède à titre prioritaire à ces études, en consultation avec les autres parties intéressées. Cela dit, il reste d'avis que certains services ne devraient pas être assurés individuellement, mais devraient être administrés en tant que services communs, notamment la sécurité et la sûreté, la gestion des bâtiments, les services de restauration et les services médicaux. Il faudrait néanmoins faire le point de la situation en ce qui concerne d'autres services communs, notamment les services informatiques et les services d'imprimerie.

19. Les études susmentionnées devraient porter non seulement sur les services devant être administrés en tant que services communs, mais, comme le mentionne le Secrétaire général au paragraphe 31, réexaminer la question de la répartition des tâches. A ce propos, le Comité consultatif note que, d'après le Secrétaire général, "dans des domaines tels que la sécurité, les communications, les services de bibliothèque, les cours de langue et la gestion des bâtiments, les services fournis sont étroitement liés aux services de conférence, qui devraient être placés sous l'administration et la direction de l'Organisation". De l'avis du Comité consultatif, nonobstant l'observation qu'il a formulée à propos des services de

/...

conférence (voir plus haut, par. 10), les renseignements communiqués à ce sujet sont insuffisants pour que l'on puisse se faire une opinion de la gestion des autres services, dont certains sont actuellement administrés par l'AIEA et l'ONUDI. Aussi, le Comité estime que cette question devrait retenir l'attention lors des consultations et de l'étude prévues.

20. Les services mixtes devraient eux aussi faire l'objet d'une réévaluation ou d'une étude. A ce propos, le Comité consultatif note que, pour les raisons données au paragraphe 20 du rapport du Secrétaire général, il n'est plus nécessaire de prévoir des services mixtes de gestion du personnel. Le Comité consultatif note également que, d'après le Secrétaire général, en ce qui concerne les services financiers, "il serait plus rentable que l'Organisation assure elle-même le service de la paie et des paiements ainsi que la conception et la programmation des systèmes, qui sont actuellement confiés à l'ONUDI" (par. 18). Le Comité consultatif fait sienne cette conclusion car, à son avis, les services financiers devraient être administrés séparément, notamment lorsque, comme c'est le cas, l'ONU et l'ONUDI appliquent des règlements financiers et des règles de gestion financières différents. Comme il est indiqué au paragraphe 19, des problèmes se posent également en ce qui concerne les services généraux; le Comité consultatif estime que la situation dans ce domaine devrait être examinée de près.

21. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 32, il s'avère également nécessaire d'étudier les arrangements de partage des coûts de tous les services communs et services mixtes. La question des arrangements de partage des coûts est examinée aux paragraphes 20 à 30 du rapport du Secrétaire général. Le Comité consultatif note que, d'après le Secrétaire général, "l'ONUV a demandé des remboursements inférieurs au coût des services rendus ou a été surfacturé pour les services utilisés" (par. 28). Le Secrétaire général explique que les arrangements de partage des coûts des services communs n'ont pas été modifiés, ni réexaminés depuis leur élaboration; en vertu des arrangements concernant les services communs, les organisations continuent de verser les sommes forfaitaires fixées en 1986 sur la base de l'estimation qui avait alors été faite du coût de ces services et du taux d'utilisation de chaque organisation. "Il en résulte que les sommes actuellement remboursées au titre des services mixtes sont insuffisantes par rapport au coût de ces services pour l'organisation prestataire et aux utilisations de l'organisation bénéficiaire" (par. 30).

22. Le Comité consultatif convient de la nécessité de procéder à une étude pour déterminer les arrangements de partage des coûts qui s'imposent. Il tient toutefois à souligner que l'affirmation selon laquelle l'ONUV a été surfacturé pour les services utilisés ou a demandé des remboursements inférieurs au coût des services rendus risque de donner lieu à des malentendus qui, à leur tour, risquent d'empêcher les négociations entre les parties intéressées de progresser. S'il est vrai, par exemple, que les services du réseau de télécommunication (à l'opposé des dépenses de personnel et des autres dépenses fixes de communication) sont fournis à titre gracieux par l'Organisation des Nations Unies (par. 30), il se peut que dans d'autres cas, l'Organisation rembourse des montants inférieurs au coût des services rendus.

23. A ce propos, le Comité note que d'après le paragraphe 14 les services mixtes sont en apparence rentables; toutefois, "s'ils donnent cette impression, c'est surtout parce que jusqu'ici les remboursements ont été calculés sur la base du coût des services en 1986. Les montants fixés à l'époque n'ont pas été révisés depuis, afin de minimiser le coût des accords de réciprocité qui régissent les services mixtes. L'ONU vient d'être informée que ... pour le prochain exercice biennal l'ONUV devra rembourser à l'ONUDI en contrepartie des services qu'il reçoit de cette organisation un montant nettement plus élevé".

24. Dans ces conditions, le Comité mixte prie instamment le Secrétaire général de commencer dès que possible son étude des arrangements de partage des coûts et, à ce propos, il compte que toutes les parties intéressées coopéreront à cette étude afin de parvenir à des taux de remboursement équitables.

25. Au paragraphe 33, le Secrétaire général propose que l'Assemblée générale autorise le Comité consultatif à approuver, à sa session de printemps de 1991, les propositions sur les modifications à apporter aux arrangements administratifs en vigueur à Vienne qui sortiront des consultations devant se tenir avec l'ONUDI et l'AIEA. Les mêmes propositions pourraient ensuite être examinées par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI en juillet 1991 et par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA en juin 1991. Le Comité consultatif approuve cette manière de procéder.

26. Au paragraphe 34, le Secrétaire général déclare que "la renégociation du Mémoire d'accord et l'élaboration des amendements à apporter aux accords régissant les services mixtes reposeront essentiellement sur l'ONUV, en particulier sur la Division des services administratifs et des services communs". De l'avis du Secrétaire général, cette division "devra être renforcée si l'on veut qu'elle joue un rôle actif dans les discussions avec les représentants des autres organisations". Le Secrétaire général note en outre que "s'il est peut-être prématuré à ce stade de renforcer l'ensemble de la Division des services administratifs et des services communs" (comme l'a recommandé le Comité consultatif dans son rapport A/45/570 et Corr.1), l'accroissement de ses responsabilités justifie le classement à D-2 du poste de chef de la division (par. 35). En conséquence, le Secrétaire général propose la création, avec effet au 1er janvier 1991, d'un poste D-2 pour le chef de la Division des services administratifs et des services communs et d'un poste d'agent des services généraux.

27. Le Comité consultatif note que les incidences financières de ces demandes se montent à 93 000 dollars pour 1991 au chapitre 28I du budget-programme et qu'il faudrait également ouvrir au chapitre 31 un crédit supplémentaire de 23 400 dollars, qui serait compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes.

28. Le Comité consultatif recommande de créer ces nouveaux postes, tout en estimant que les dépenses qui en découlent pour 1991 pourraient être financées à l'aide des crédits déjà ouverts.

/...

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 7 (A/44/7/Add.4).

2/ Ibid., (A/44/7 et Add.4).
